



## Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOSSI, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI

## Ressources - Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

Certaines créations et évolutions de postes découlent notamment de la nouvelle organisation des pôles. Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés, réajustés ou transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3.2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

### 1. Créations de poste : 220 postes dont 146 issus des mouvements de mutualisation.

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs les 220 postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

#### ➤ 146 postes issus du transfert de postes de la Ville :

- Pôle Patrimoine immobilier : 113 postes ;
- Pôle attractivité, développement économique et emploi : 3 postes ;
- Pôle culture et patrimoine : 10 postes ;
- Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen : 20 postes.

#### ➤ 64 postes en création qui découlent de l'ajustement des organisations et des moyens alloués aux Pôles :

- Mission contractualisation et partenariat : 3 postes ;
- Mission transition énergétique et climatique : 7 postes dont 1 CDD projet ;
- Pôle attractivité, développement économique et emploi : 15 postes ;
- Pôle biodiversité paysages, agroécologie et alimentation : 2 postes dont 1 CDD Projet ;
- Pôle culture et patrimoine : 9 postes dont 1 CDD Projet ;
- Pôle finances et conseil en gestion : 4 postes ;
- Pôle juridique, achats et assemblées : 1 poste ;
- Pôle moyens généraux : 1 poste ;
- Pôle numérique et données : 2 postes ;
- Pôle patrimoine immobilier : 11 postes ;
- Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen : 6 postes ;
- Pôle ressources humaines : 1 poste ;
- Pôle sports : 2 postes.

#### ➤ 10 postes financés ou qui génèrent des recettes :

Cela concerne la création de postes permanents qui permettent de déprécier la situation des agents ainsi que celle des postes réservés destinés aux agents qui effectuent un nouveau parcours professionnel (reclassement) pour les Pôles suivants :

- Pôle mobilités : 2 postes ;
- Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen : 2 postes ;
- Pôle Numérique et Données : 1 poste ;
- Pôle Patrimoine immobilier : 5 postes.

## 2. Réajustements de poste pour mise en conformité grade/emploi : 16

Les 16 emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

## 3. Transformations de postes : 25

Les 25 emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle, sont mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.

## 4. Suppressions de poste : 87

Les 87 emplois supprimés, après avis du Comité Technique du 16 mars 2023, sont mentionnés dans l'**annexe 4** ci-jointe. Ces suppressions concernent :

- Pôle déchets et cycle de l'eau : 62 postes suite au transfert des agents à la Régie de l'eau ;
- Autres : 16 postes qui étaient occupés par des agents mis à disposition ESBAMA puis mutés auprès du MoCo ;
- Et 9 postes pour différents motifs détaillés dans l'annexe 4.

## 5. Ouvertures de postes aux agents non titulaires : 14

Il s'agit de confirmer la possibilité de recruter des agents non titulaires sur des postes permanents, sur le fondement de l'article 3-3.2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Conformément à l'article 3-3.2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération. Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 5** ci-jointe.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des suppressions de postes citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-227265-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- ANNEXE 1 CREATION Conseil 230328.pdf
- ANNEXE 2 V2 MEC Conseil 230328.pdf
- ANNEXE 3 TRANSF Conseil 230328.pdf
- ANNEXE 4 SUPPRESSION Conseil 230328.pdf
- ANNEXE 5 V2 CONF Conseil 230328.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.